Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2017-21** **05/01/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidature : 10 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Institut National de Formation des personnels du Ministère de l'Agriculture (INFOMA) :

1 poste de responsable logistique (catégorie B) à Corbas (69).

Date limite de candidature : 27 janvier 2017

Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) :

- 1 poste de directeur (trice) adjoint(e) (catégorie A+) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 20 janvier 2017

- 1 poste de délégué(e) territorial(e) Sud-Est (catégorie A+ ou A) à Avignon (84).

Date limite de candidature : 1er février 2017

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

1 poste de technicien en gestion des autorisations de mise sur le marché (AMM) (H/F)
(agent contractuel de catégorie 3 – CDD de 15 mois) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 19 janvier 2017

Établissement public du Marais poitevin (EPMP) :

1 poste de chargé de mission système d'information géographique et zone humide (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de droit public) à Luçon (85).

Date limite de candidature : 28 février 2017

Parcs nationaux de France :

- 1 stagiaire pour l'évaluation de la Charte du Parc National du Mercantour (H/F) (niveau Ingénieur – Master / durée du stage : 6 mois) à Nice (06).

- 1 poste de chargé(e) de projets éco-pastoraux LIFE MIL'OUV et MAEC (agent contractuel de catégorie B – CDD de 10 mois) au Parc National des Cévennes à Florac (48).

Date limite de candidature : 19 janvier 2017

- 1 poste de chargé(e) de développement Marque (agent contractuel de catégorie B+/A – CDD de 10 mois) au Parc National des Calanques à Marseille (13).

Date limite de candidature : 20 janvier 2017

- 1 poste de chargé(e) d'étude ALCOTRA LEMED-IBEX (agent contractuel de catégorie A – CDD de 10 mois) au Parc National de la Vanoise à Chambéry (73).

Date limite de candidature : 10 janvier 2017

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de délégué(e) filières Viandes (catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 4 février 2017

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Patrice CHAZAL

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Institut National de Formation des personnels du Ministère de l'Agriculture

16, rue du Vercors 69960 CORBAS

Responsable logistique (H/F)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :

Catégorie : B administratif ou technique</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : sans objet</td><td>Groupes RIFSEEP :
SA / groupe de fonction 2
B technique/ sans objet</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INFOMA assure la formation professionnelle initiale des techniciens supérieurs du ministère chargé de l'agriculture et la formation continue des corps techniques de ce ministère. L'INFOMA est certifié ISO 9001 pour ces deux types de formation.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Assurer le suivi des travaux d'investissement..
Assurer l'entretien des locaux, la propreté et la maintenance des matériels de l'INFOMA
Gérer la réalisation des prestations en interne par l'encadrement technique des agents ou la faisabilité en externe.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Planification et contrôle des opérations d'entretien des bâtiments et des matériels et décision des mesures d'urgence si nécessaire (propreté, sécurité, maintenance)
- Planification et contrôle du travail des agents chargés du nettoyage et de la maintenance avec organisation des remplacements ;
- Suivi global des travaux avec la maîtrise d'oeuvre ; suivi des contrats d'entretien, information du responsable des achats.
- Gestion des fournitures et produits d'entretien : inventaire des stocks, commandes, vérification des livraisons ;
- Gestion des réservations, mise en place des salles, gestion de l'inventaire patrimonial du centre de Corbas ;
- Gestion du parc de véhicules ;
- Organisation des réceptions ;
- Élaboration des documents présentés au CT et au CHSCT ;
- Secrétariat de la logistique : courriers, plannings, inventaire, tableaux de bord.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Sous l'autorité directe du secrétaire général, nombreux contacts avec :

- les prestataires de services, fournisseurs, services du MAAF; - l'ensemble des personnels et stagiaires de l'INFOMA.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Expérience ou formation sur les outils informatiques de bureautique (suite OpenOffice).</td><td>- Capacité d'organisation et d'encadrement ;
- Goût de la communication et du travail en équipe ;
- Ordre, méthode et discrétion.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Étienne PICQ, secrétaire général – Tél : 04 72 28 93 04
etienne.picq@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Institut National de l'Origine et de la Qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 30003
93555 Montreuil-sous-Bois

Directeur(trice) Adjoint(e)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A+ (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A (*) : 3+</td><td>Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public administratif chargé de la mise en œuvre du dispositif relatif aux signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). Ses missions principales sont les suivantes :
- Reconnaissance, suivi contrôle et protection des SIQO
- Protection des territoires sous SIQO
- Promotion et information sur les concepts de l'Institut
-
-</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le Directeur adjoint assiste, conseille et supplée le Directeur dans l'ensemble de ses fonctions et dispose pour cela d'une délégation générale de signature. Il peut être spécifiquement chargé du pilotage direct de certains dossiers.
Il participe à la définition et à la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'établissement.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Disposant d'une compétence générale, il peut être conduit à traiter toute question ou dossier confié à l'établissement.
Il participe à l'organisation, au sein de la Direction (qui comprend, le Directeur, le Directeur-adjoint et le Secrétaire Général), de l'ensemble des services nationaux et territoriaux, sur lesquels il a autorité. Dans ce cadre, il prend en charge les dossiers dont il assure spécifiquement le pilotage, notamment dans le cadre des relations avec les régions.
Il participe aux Conseil permanent, Comités nationaux et Commissions permanentes, CAC, et au Comité de Direction, ainsi qu'à tous autres groupes de travail. Il assure la coordination de la préparation des Comités nationaux et du CAC, et valide les propositions de l'Institut sur les ordres du jour.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Les interlocuteurs principaux sont :
- Le Commissaire du Gouvernement et les services de la DGPE et de la DGAL, et en tant que de besoin, les équipes d'autres départements ministériels (MEEM, DGCCRF, DGDDI....).
- Les professionnels des instances de gouvernance.
- Les services déconcentrés de l'Etat, notamment les DRAAF, et les collectivités locales.
Il sera également conduit à développer des relations avec les attachés agricoles et certains services européens.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Bonnes connaissances de la réglementation sur les SIQO et les filières correspondantes.
Maitrise du fonctionnement administratif relatif à la politique de l'origine et de la qualité.</td><td>-Pratique des relations services publics / professionnels
- Aptitudes à la négociation
- Aptitude au management d'équipes polyvalentes</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Informations sur le poste : M. Jean-Luc DAIRIEN, Directeur - Tél. : 01.73.30.38.03 - Courriel : jl.dairien@inao.gouv.fr

Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressés au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Sud-Est
ZA Courtine - 610 av. du Grand Gigognan
84090 AVIGNON CEDEX 9

Délégué(e) territorial(e)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :

Catégorie : A+ ou A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 3</td><td>Cotation RIFSEEP / part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public administratif chargé de la mise en œuvre du dispositif relatif aux signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). Ses missions principales sont les suivantes :
- Reconnaissance, suivi contrôle et protection des SIQO
- Protection des aires d' indications géographiques
- Promotion des concepts et information sur les SIQO (formations initiale et professionnelle)</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Assurer les missions de l'INAO sur le territoire de la délégation territoriale composée de 4 sites, gérer la délégation territoriale et assurer l'animation et l'encadrement d'une trentaine d'agents.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Le délégué territorial, représentant du Directeur, est le porte-parole de la politique générale de l'Institut, des positions des instances, et des décisions du Directeur. Il est à ce titre l'interlocuteur des représentants des collectivités locales et des différents services locaux de l'Etat.
Sous l'autorité du Directeur, il gère la délégation territoriale. Il est responsable notamment :
-du fonctionnement et de l'accomplissement des missions de l'INAO au sein de la délégation territoriale dont il a la charge.
-de l'avancement des projets des cahiers des charges et de leur évolution (hors dossiers relatifs aux labels rouges).
- de l'organisation du travail des agents de la délégation territoriale qui partagent leurs activités entre des missions nationales et des missions régionales.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Rattaché au Directeur
- Encadrement hiérarchique des agents de la délégation territoriale
- Relations avec la Direction, les services nationaux, les partenaires institutionnels de l'INAO et les organisations professionnelles, les collectivités locales
- Nombreux déplacements
- Durée prévue sur le poste : 5 ans (prolongation d'un an possible)</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Concepts des SIQO, techniques de production et de transformation agricoles et agroalimentaires, économie des filières agricoles et agroalimentaires, environnement institutionnel et professionnel
Organisation et dynamique des filières et groupements
Maîtrise des outils bureautiques</td><td>Aptitude à communiquer et à travailler en équipe
Pilotage de projets
Capacités d'encadrement et d'animation, relationnelles, d'organisation et de représentation, d'analyse et de synthèse
Conduite de réunion</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressés au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Date : 29/12/2016

Poste à pourvoir	**Technicien en gestion des AMM (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 15 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction des autorisations de mise sur le marché Unité des décisions AMM
Missions / contexte	La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée en octobre 2014 a confié à l'Anses des missions de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), des adjuvants, et des matières fertilisantes et supports de culture (MFSC) transférées à l'Anses depuis juillet 2015. L'Anses s'est vue confier des missions équivalentes assurées par le ministère en charge de l'environnement, en ce qui concerne les produits biocides à compter du 1er juillet 2016. Une direction des AMM (DAMM) a été créée en juillet 2015 pour la mise en œuvre de ces nouvelles missions. La DAMM est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM ; elle comprend une unité d'instruction administrative qui assure la réception et le traitement administratif des dossiers et la préparation des décisions d'ordre administratif, et une unité des décisions qui assure l'instruction des dossiers issus de l'évaluation.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous l'autorité du chef de l'unité en charge des décisions d'AMM, l'agent sera chargé de l'instruction des décisions d'autorisation, de retrait ou de modification des AMM des PPP et des MFSC, sur la base de l'évaluation réalisée par la direction de l'évaluation des produits réglementés, dans le respect des lignes directrices pour la gestion des AMM qui seront adoptées par l'Agence, au sein d'une équipe de plusieurs chargés de dossiers.

Activités

Le technicien en gestion des AMM sera chargé de :

- instruire et rédiger les projets de décisions d'autorisation de mise sur le marché, de modification ou de retrait d'AMM, les permis d'import parallèle et les permis d'expérimentation,
- s'assurer de la cohérence des décisions par rapport aux décisions antérieurement prises par l'Agence, de leur conformité au droit communautaire et national, notamment en ce qui concerne les mesures de gestion,
- identifier les décisions nécessitant un examen complémentaire par les instances internes de l'Agence et contribuer à l'apport de ces éléments complémentaires,
- assurer le suivi de la signature et de la publication des décisions,
- renseigner le système d'information interne avec tous les éléments permettant d'assurer la traçabilité des dossiers et le suivi des décisions,
- assurer l'archivage des dossiers.

Il pourra bénéficier de l'appui technique des ingénieurs chargés des filières agricoles affectés au sein de l'unité.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC à BAC + 2 souhaité

Compétences

- Autonomie et rigueur, esprit d'analyse,
- Aptitude à travailler en équipe,
- Réactivité,
- Bon niveau d'anglais,
- Maitrise du pack office (traitement de texte et de données, tableur)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 19 janvier 2017

Renseignements sur le poste : Claude VERGNET (claude.vergnet@anses.fr, tel. 01 49 77 21 77)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2016-129 à :** recrutement@anses.fr

Etablissement public
du Marais poitevin

Fiche de poste

Intitulé du poste	**Chargé de mission Système d'Information Géographique et Zone Humide**
Domaines fonctionnels	Territoire et développement durable
Modalités d'affectation	Fonctionnaire en position normale d'activité ou contractuel de droit public
Catégorie statutaire	Cadre A
Localisation	Luçon (Vendée)
Contexte	Créé par la loi Grenelle 2, l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) est réglementé par le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011. Il intervient dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin, soit 640 000 ha, 2 régions, 4 départements. L'équipe en place comprend 8 personnes qui œuvrent en étroite collaboration pour concilier des intérêts divers sur un territoire complexe et très sensible.
Vos activités principales	- Gestion et administration du SIG de l'établissement - Conduite d'analyses spatiales et élaboration d'outils d'aide à la décision - Production de cartographies et gestion des supports de communication - Administration du site internet - Référent informatique - Représentation de l'établissement au sein des plates-formes régionales de l'information géographique Géopal et Pégase - Appui à la mise en place et au suivi des outils d'intervention de l'établissement sur la zone humide (règlements d'eau, contrats de marais, CTMA cadre, etc.) : gestion, administration et harmonisation des données des différents partenaires
Profil	Formation bac +5 spécialisée (Master 2 ou ingénieur) en géomatique et aménagement du territoire, expérience sur un poste similaire souhaitée
Compétences principales mises en œuvre	- Excellente maîtrise des logiciels SIG ArcGIS et QGIS (intégration, traitement et gestion des données vecteur et raster, analyses 3D) - Maîtrise des techniques de télédétection et des modèles numériques de terrain (Lidar, etc.) : logiciels, traitements et applications - Maîtrise de logiciels de CAO/DAO (Adobe Illustrator, Inkscape) et des règles de sémiologie graphique et de conception cartographique - Bonnes connaissances en aménagement du territoire et gestion de l'environnement, en particulier des politiques d'intervention sur les milieux aquatiques et les zones humides - Bonnes compétences générales en informatique (matériel, réseau, logiciel) - Connaissance du CMS WordPress et de l'environnement web - Sens des relations humaines et du travail en équipe - Autonomie
Durée du poste	3 ans
Votre environnement professionnel	- Au sein d'un établissement public de l'Etat (EPA), l'agent sera placé sous l'autorité du directeur - Il sera amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets dans le domaine de l'eau et de la biodiversité
Qui contacter ?	Johann LEIBREICH, directeur Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) 1, rue Richelieu - 85 400 Luçon johann.leibreich@epmp-marais-poitevin.fr
Date indicative de prise de fonction	Juillet 2017
Date limite de dépôt des candidatures	28 février 2017
Pièces à fournir	CV et lettre de motivation

Proposition de stage
Evaluation de la Charte du Parc national du Mercantour

Niveau du stage : Ingénieur - master
Durée : 6 mois – début 2017

Structure d'accueil :
Nom : PNM
Statut juridique : Etablissement public à caractère administratif
N° SIRET (14 chiffres) : 18 060 005 800 010
Secteur d'activité - Code APE (4 chiffres et une lettre) : 9104 Z
Effectif de l'entreprise : 94
Adresse postale : 23, rue d'Italie - CS 51316 - Nice Cedex 1
Adresse électronique :
Tel :04 93 16 78 88

Responsable(s)/Directeur(s) de stage :
Nom et prénom : Scheyer Laurent
Fonction : Directeur adjoint
Activités/missions : Pilotage et réalisation des missions et politiques transversales
Adresse électronique : laurent.scheyer@mercantour-parcnational.fr
Tel : 06 87 51 16 54

Résumé du stage :
Les fondements de l'évaluation de la Charte prévoient :

- la mise en place d'un Comité de Suivi et d'Évaluation de la Charte ;
- un dispositif d'évaluation portant à la fois sur la gouvernance et sur les résultats ;
- des questions évaluatives auxquelles les indicateurs retenus devront permettre de répondre ;
- une procédure à la fois souple et modulable basée à la fois sur un suivi annuel de la mise en œuvre des actions inscrites dans les conventions d'application de la charte ou les contrats de partenariat et une évaluation à mi parcours ;
- le renseignement des indicateurs constituant l'état initial ;
- l'actualisation des valeurs de ces indicateurs, les années précédant les évaluations à mi-parcours et finale de la charte.

Le stage consiste à mettre ce dispositif en place, à l'animer et élaborer les outils permettant cette évaluation.

La première partie du stage consistera en la réalisation du rapport d'activité 2016. Ceci permettra au stagiaire de s'approprier l'ensemble des actions réalisées par le Parc et ainsi mieux appréhender l'évaluation de la Charte

Un outil web de pilotage permet le suivi et l'évaluation des projets et de la charte. Il conviendra au stagiaire de s'approprier et de paramétrer cet outil dénommé EVA.

Indemnité de stage :
Indemnité au minimum légal

Les demandes de stage sont à adresser par courriel à :

1) M. le Directeur adjoint : laurent.scheyer@mercantour-parcnational.fr
2) Mme la Secrétaire de DIrection: vanessa.fayet@mercantour-parcnational.fr

Parc national des Cévennes

Appel à candidature

Chargé(e) de projets éco-pastoraux LIFE MIL'OUV et MAEC

au sein du service Développement durable

Statut

Poste de catégorie B ouvert aux contractuels.

Contrat à durée déterminée du 1er mars 2017 au 30 décembre 2017.

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 2 700 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 127 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 110 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère combinant conservation et développement, et récemment en Bien du Patrimoine Mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants.

L'établissement public a élaboré avec les partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui va faire vivre ce triple classement dans un projet de territoire à 15 ans.

L'établissement public compte 78,5 postes (en équivalent temps plein) au 1er janvier 2017.

Le contexte agricole sur le territoire du Parc national des Cévennes

Les activités agricoles et pastorales contribuent à la préservation des milieux ouverts de haute valeur patrimoniale, de la qualité des paysages et de la biodiversité. Permettre le maintien d'une agriculture dynamique sans sacrifier la valeur écologique et patrimoniale du Parc national constitue un enjeu majeur.

Avec environ 430 exploitations agricoles, l'agriculture utilise un quart de la surface du cœur du Parc national. Sur les Causses, les Cans et le Mont-Lozère, l'activité agricole se maintient, voire s'intensifie. En revanche, dans les Cévennes, sur l'Aigoual et le Bougès, le déclin des activités agropastorales se poursuit.

Sur les Causses, l'activité agricole se caractérise principalement par des exploitations d'ovins viande ou laitiers, de grande taille, autonomes en fourrages et céréales, et avec une composante pastorale importante pour le Parc national des Cévennes et reconnue par l'inscription du Bien Causses & Cévennes au Patrimoine mondial de l'Humanité.

Dans les Gorges, on retrouve plutôt une agriculture de fond de vallée, plus diversifiée, et des cultures en terrasses.

Depuis plusieurs années, le Parc national des Cévennes s'est engagé dans la mise en œuvre de mesures agri-environnementales avec les exploitations situées en cœur de Parc, afin de favoriser le maintien de pratiques favorables à l'environnement et de préserver des zones à enjeu patrimonial fort (par exemple, les tourbières).

Pour 2017, le Parc national a déposé un Projet agri-environnemental et climatique (PAEC) pour mettre en place des contrats mesures agri-environnementales et climatiques (MAEC) avec des agriculteurs s'engageant dans la préservation de leurs prairies naturelles de fauche et de leurs surfaces pastorales.

D'autre part, le Parc national s'est engagé dans un Programme européen LIFE + MIL'OUV sur la valorisation des milieux ouverts. Porté avec le Conservatoire des espaces naturels Languedoc Roussillon, SupAgro Florac et l'Institut de l'élevage, ce programme a pour objectif de créer un réseau de référence de fermes travaillant sur la valorisation des milieux ouverts et de créer un réseau d'échanges et de formations sur le pastoralisme pour les éleveurs et les techniciens.

Positionnement du poste au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et Veille du territoire / Développement durable / Accueil et Sensibilisation.

Il est présent à Florac avec son siège et sur 4 massifs : Aigoual, Causses-Gorges, Mont-Lozère et Vallées cévenoles.

Le poste de chargé(e) de projets éco-pastoraux LIFE MIL'OUV et MAEC est à pourvoir au sein du pôle Agri-environnement du service Développement durable.

Le **service Développement durable** comprend trois pôles : Forêt / Agri-environnement / Architecture-Urbanisme-Paysage et rassemble 18 personnes dont 8 affectées à des massifs.

Il en a charge notamment :

- la politique en matière d'eau
- la politique en matière de chasse, de pêche et de cueillette
- la politique agri-environnementale du parc et notamment le soutien à l'agropastoralisme (Pôle Agri-environnement)
- la politique forestière du parc (Pôle Forêt)
- la politique architecturale du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- la politique en matière d'urbanisme (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- la politique de préservation des paysages (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- les travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- l'instruction et le suivi complet des demandes d'autorisation dans tous ses domaines

Le **pôle Agri-environnement** a en charge :

- l'appui des agriculteurs à l'échelle de l'exploitation et des groupements pastoraux pour la mise en œuvre des politiques de l'établissement
- l'appui à la mise en œuvre voire la mise en œuvre d'actions territoriales dans le cadre des politiques portées ou soutenues par l'établissement
- la sensibilisation et le suivi de l'application de la réglementation du Parc national des Cévennes en matière agricole
- la politique de gestion des propriétés agricoles du Parc national des Cévennes
- le pilotage de la gestion des grands canidés
- la participation aux instances du parc, de PNF, d'IPAMAC et du réseau MAB sur les questions agricoles

Missions

Placé sous l'autorité hiérarchique de la chef de pôle Agri-environnement et du chargé de mission agro-pastoralisme, le(la) **chargé(e) de projets éco-pastoraux LIFE MIL'OUV et MAEC est basé à Florac.** Il aura en charge deux missions prioritaires :

- **LIFE MIL'OUV**

Initié en 2013, ce projet européen prendra fin en décembre 2017. Le cœur du projet est la réalisation par les 4 techniciens agri-environnement du Parc national en partenariat avec ceux des chambres d'agriculture de 40 diagnostics éco-pastoraux et la mise en place d'un réseau d'échanges et de diffusion des référentiels éco-pastoraux. Plus de détails sur http://www.lifemilouv.org/

Pour environ 50 % de son temps de travail, le chargé de projet a en charge l'ensemble des actions du LIFE incombant au Parc national et notamment :

- **l'animation et la coordination technique du projet** (coordination du travail des techniciens, organisation d'ateliers et de formation, apport de références…). Un des objectifs principaux de la fin du programme est de consolider la dynamique entre les éleveurs et les techniciens,
- la participation à l'organisation du séminaire international de clôture du programme (juin 2017),
- **la coordination administrative du projet,** en lien avec le secrétariat général du Parc et le Conservatoire des espaces naturels du Languedoc Roussillon.

- **Mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC)**

Le Projet agro-environnemental et climatique (PAEC) qui cadre les mesures agro-environnementales proposées en cœur de Parc aux agriculteurs, a été déposé en décembre 2016 dans le cadre de l'appel à projet régional. L'objectif du projet est de travailler à la valorisation des prairies naturelles de fauche et au redéploiement pastoral. Une réponse des financeurs est attendue au premier trimestre 2017.

Si le projet est retenu, le chargé de projet aura en charge **pour environ 50 % de son temps de travail** la coordination du PAEC, notamment :

- la **coordination technique** de la réalisation des contrats MAEC. Les contrats seront réalisés par les techniciens agri-environnement du Parc national en partenariat avec la Chambre d'agriculture de la Lozère,
- la formalisation d'outils méthodologiques et de formations si besoin (exemple : méthode des 4 fleurs pour la MAE prairies fleuries, méthodes de diagnostic écopastoraux, outils cartographiques),
- la participation aux réunions de cadrage locales et régionales,
- le **suivi administratif** du projet (relation avec les services instructeurs, archivage des dossiers, etc.).

Bien entendu, en fonction des résultats de l'appel à projet PAEC, la présente fiche de poste est susceptible d'évoluer sur cette dernière partie pour s'orienter vers d'autres missions du pôle agri-environnement.

Par ailleurs, le chargé de projet pourra être sollicité ponctuellement pour répondre à d'autres besoins du Pôle Agri-environnement.

De nombreux déplacements sont à prévoir sur l'ensemble du territoire du Parc national des Cévennes.

Compétences recherchées

- Réelles capacités d'animation et de coordination de projet pour créer une dynamique
- Rigueur et organisation administrative
- Autonomie et esprit d'initiative
- Compétences indispensables dans la gestion de données et leur exploitation sous SIG (QGIS)
- Bonnes connaissances du pastoralisme
- Bonnes connaissances naturalistes et des liens entre biodiversité et agriculture
- Bonne connaissance du monde rural
- Goût du contact et aisance relationnelle
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Maîtrise des logiciels informatiques courants de bureautique

Diplôme, expérience et niveau de formation souhaités

- Formation ou expérience dans le domaine de l'agriculture et de l'environnement (Bac + 3 minimum)
- Permis de conduire B

Modalités de dépôt des candidatures

Les candidats adresseront une lettre de motivation ainsi qu'un curriculum vitae, **avant le jeudi 19 janvier 2017 au soir.**

- **par courriel avec accusé de réception à : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr**
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
  Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC

Une première sélection des candidats se fera sur dossier.

La direction convoquera les candidats sélectionnés pour les auditionner **le jeudi 26 janvier matin.**

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire s'adresser à :

Mme Viviane de MONTAIGNE, chef du pôle Agri-environnement
04 66 49 53 42
viviane.de.montaigne@cevennes-parcnational.fr

ou Mme Marie-Hélène GRAVIER chef du service Développement durable
04 66 49 53 69
marie-helene.gravier@cevennes-parcnational.fr

ou Mme Céline BILLAULT, secrétaire générale
04 66 49 53 28
celine.billault@cevennes-parcnational.fr

Parc national des Calanques

Appel à candidature

Chargé(e) de développement Marque

Contrat à durée déterminée (CDD)

CONTEXTE

Le Parc national des Calanques est un établissement public rattaché au ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, créé en 2012. Son territoire comprend un cœur terrestre de 8 500 ha et un cœur marin de 43 500 ha. Il a pour missions la protection des patrimoines naturels et culturels de ce territoire d'exception, ainsi que l'accueil des publics et le soutien au développement durable (voir www.calanques-parcnational.fr).

Sa situation périurbaine, aux portes de la nouvelle métropole Aix-Marseille-Provence, place le Parc national dans une situation inédite, engendrant un véritable défi pour la conciliation de la préservation des patrimoines avec le développement des activités.

La marque Esprit parc national, lancée en 2015 par Parcs nationaux de France[1] et l'ensemble des 10 parcs nationaux français, constitue un axe majeur de l'action du Parc national en direction des acteurs économiques responsables, prêts à s'engager sur les valeurs de respect, d'authenticité, d'engagement, de partage et de vitalité traduites dans les différents cahiers des charges des prestations marquées (450 à ce jour au niveau national : hébergements, restauration, sorties découverte, visites de sites, séjours tout compris, artisanat, produits agricoles - voir www.esprit-parcnational.fr).

Au vu de son histoire et de sa situation, le Parc national des Calanques n'a pas encore eu l'opportunité de développer pleinement la marque Esprit parc national. Seules les prestations d'hébergement et de transport maritime de passagers ont donné lieu à des marquages. Les autres types de prestations possibles (sites de visite, restauration, sorties découverte, séjours, viticulture…) n'ont pas encore été investis.

Le Parc national participe aussi à un programme interparcs soutenu par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), associant les autres parcs nationaux de la région (Port-Cros, Mercantour, Ecrins) ainsi que le parc national de la Vanoise. Ce programme vise à stimuler le déploiement de la marque Esprit parc national sur l'ensemble de ces parcs et de manière transversale. Il se traduit par la mobilisation conjointe d'appuis externes dans les domaines de la structuration des réseaux d'acteurs marqués, des audits, de la formation et de la réalisation d'outils de sensibilisation.

Au-delà de cette démarche de marque ciblée sur les prestataires les plus vertueux, le Parc national souhaite aussi mettre en réseau et accompagner d'autres prestataires, moins engagés dans les pratiques durables ou non implantés directement sur son territoire, mais pour autant sensibilisés aux valeurs qu'il porte. Ces partenaires relais auraient vocation à démultiplier son message en direction de leurs clients.

Dans ce contexte, le (la) titulaire du poste aura donc pour mission à la fois de développer la marque Esprit parc national et d'amorcer la mise en réseau des prestataires relais.

[1] Rattaché à l'agence française pour la Biodiversité (AFB) en 2017.

NATURE DU POSTE

- Poste de catégorie B+/A, ouvert aux contractuels
- Poste à temps complet à pourvoir à partir du 1er mars 2017
- Fin du contrat au 31 décembre 2017

RATTACHEMENT HIERARCHIQUE

Le poste est rattaché au pôle Usages et Activités et placé sous l'autorité du responsable de pôle.

MISSIONS / ACTIVITES

Sous le pilotage du responsable du pôle Usages et Activités, le (la) titulaire du poste assurera ses missions en lien étroit avec les autres pôles et secteurs du Parc, ainsi que dans le cadre des partenariats établis avec les acteurs institutionnels (Bouches-du-Rhône Tourisme, offices du tourisme, chambres consulaires, etc.) ou des relations existantes avec les acteurs professionnels ou associatifs (syndicats, regroupements, fédérations, clubs, etc.).

- *Marque Esprit parc national*

Le (la) titulaire du poste sera prioritairement en charge des actions relatives à l'animation et au développement de la marque Esprit parc national Calanques.
NB : une part importante de ces missions sera à construire et piloter dans le cadre du programme interparcs PACA et des groupes de travail relatifs à la marque pilotés par Parcs nationaux de France.

- Animation : suivi des conventions avec les partenaires, accompagnement et valorisation des prestataires déjà marqués (plateformes web, éditions, audiovisuel, conférences de presse, éductours, etc.) ;

- Développement : construction des nouveaux partenariats institutionnels nécessaires, mise en place et animation des procédures de recueil des candidatures par catégories de prestations, mise en place et suivi des audits, formalisation et valorisation des contractualisations, accompagnement des prestataires.

- *Réseau des prestataires relais*

Le (la) titulaire du poste sera en charge de la conception et de l'installation de ce nouveau dispositif, en lien étroit avec Bouches-du-Rhône Tourisme.

- Conception : animation de la démarche de réflexion (benchmark) et de la construction des outils associés (chartes, supports, actions, gouvernance), en lien avec une expertise extérieure ;

- Installation : information des prestataires-cibles, mise en place et animation des procédures de recueil des candidatures, mise en place et suivi des procédures d'animation, d'évaluation et de valorisation.

PROFIL REQUIS

- *Connaissances*
  - Fonctionnement des filières touristiques institutionnelles et professionnelles
  - Principes et outils du marketing touristique
  - Principes et outils des démarches qualité
  - Fonctionnement des outils numériques actuels
  - Sensibilité aux enjeux des espaces naturels protégés

- *Expériences*
  - Conduite de projet
  - Animation de réseau et conduite de réunion
  - Accompagnement technique
  - Action de communication

- *Savoir-être*
  - Esprit d'initiative et d'innovation
  - Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires
  - Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe
  - Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation
  - Discrétion professionnelle
  - Réactivité et adaptabilité

NB : 2 ans d'expérience minimum souhaités.

LOCALISATION

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

DATE DE PRISE DE POSTE SOUHAITEE

Le 01/03/2016.

Modalités de dépôt des candidatures

> Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
« Candidature pour le poste de chargé de développement Marque »
141, avenue du Prado, bâtiment A
13008 Marseille

ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr, en indiquant en objet : « *Candidature chargé de développement Marque* ».

> Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Gilles CHAPPAZ, responsable du pôle Usages et Activités au 04 20 10 50 00 ou par mail gilles.chappaz@calanques-parcnational.fr.

> La date limite de réception des candidatures est fixée au 20/01/2017.
> Les auditions des candidats sélectionnés auront lieu le 31/01/2017 à Marseille.

> Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.
> Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse par courrier à la fin de la procédure, courant février 2017.

Parc national de la Vanoise

LE PARC NATIONAL DE LA VANOISE PROCEDE AU RECRUTEMENT

D'UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDE ALCOTRA LEMED-IBEX
Poste de Catégorie A ou équivalent

Poste ouvert à des personnels contractuels recrutés en CDD de 10 mois

NATURE DU POSTE – PRISE DE POSTE	
Intitulé du poste	**Chargé(e) d'étude ALCOTRA LEMED-IBEX**
Nature du poste *(administratif, technique)*	Technique
A pourvoir	Au 1er février 2017
Formation et expérience professionnelle	Formation initiale d'ingénieur ou formation universitaire de niveau Bac+5 comportant un enseignement en Biologie – Écologie. Une expérience dans des missions similaires ou/et dans un parc national est fortement souhaitée. La pratique de l'italien est un atout supplémentaire

AFFECTATION, PRESENTATION DU SERVICE	
Service d'affectation	**Pôle Patrimoine**
Mission principale de l'établissement et du service	Le Parc national de la Vanoise (PNV) est un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du Ministère chargé de l'environnement. L'équipe est organisée en quatre Pôles (Pôle Patrimoine, Pôle Développement durable, Pôle Communication et Secrétariat général), une unité Système d'information et de quatre secteurs territoriaux (Pralognan, Haute Tarentaise, Modane, Haute Maurienne). L'établissement compte 75 agents permanents répartis entre le siège du Parc (Chambéry) et le territoire du Parc. Le poste est rattaché au pôle Patrimoine constitué de quatre chargés de mission (Faune, Flore et végétation, Scientifique et milieux naturels, Agroenvironnement), d'un technicien « Ressources... », d'une technicienne « Life Gyphelp », placés sous l'autorité de la responsable du Pôle. Le Pôle Patrimoine assure le pilotage, la coordination et l'animation technico-scientifique du dispositif de connaissance et de suivi mis en place par l'établissement ainsi que l'exploitation, l'interprétation et la diffusion des résultats. Il s'appuie pour cela sur les Techniciens Patrimoine Naturel (TPN) chargés, au sein de chaque secteur, de la mise en œuvre opérationnelle. Le Parc fait aussi appel, le cas échéant, à des personnels temporaires, prestataires ou à des partenariats pour mener à bien ses missions.
Composition du service (effectif)	1 responsable du pôle, 4 chargés de mission, 1 technicien « Ressources agricoles, forestières et aquatiques », 1 technicienne Life Gyphelp
Positionnement de	Sous la responsabilité administrative de la responsable du pôle patrimoine,

Parc national de la Vanoise
135 rue du docteur Julliand • BP 705 • 73007 Chambéry Cedex
Tél. +33 (0)4 79 62 30 54 • Fax : +33 (0)4 79 96 37 18
www.parcnational-vanoise.fr • accueil@parcnational-vanoise.fr

l'agent dans l'organigramme du service, (affectation, relations hiérarchiques)	et avec un encadrement technique du chargé de mission faune.
Résidence administrative	Chambéry

MISSIONS ET ACTIVITES	
Définition du poste : (Mission principale, objectifs du poste)	**Sous la responsabilité technique du chargé de mission « faune »**, le (la) chargé (e) d'étude aura pour missions principales : 1 - d'accompagner la mise en œuvre du projet européen transfrontalier **ALCOTRA LEMED-IBEX** (2017 - 2020). Ce projet est réalisé sur le territoire des Alpes françaises et italiennes et regroupe huit partenaires : le PNV, le Parc national des Ecrins (chef de file du projet), le Parc national du Mercantour, Asters-CEN 74, le Parc national du Grand paradis, les établissements gestionnaires des Alpes cotiennes et des Alpes maritimes, la région autonome vallée d'Aoste. Le PNV est pilote de deux actions au sein du groupe d'activités 3 intitulé « Évaluation de l'état des populations et stratégie de conservation ».
Missions et activités du poste	***ALCOTRA LEMED-IBEX (2017 - 2020)*** Le parc national de la Vanoise est pilote de deux actions phares du programme : *Action 1 - Le suivi de populations :* L'objectif est de fournir à l'ensemble des partenaires du programme et des autres gestionnaires qui sont en charge des populations de bouquetins, une méthode indiciaire fiable et pérenne pour estimer d'une part l'abondance par site et d'autre part, la tendance temporelle des effectifs. **Le (la) chargé(e) d'étude aura pour missions :** - de capitaliser/mobiliser les données de comptages produites par l'ensemble des partenaires sur les 10 dernières années - de rédiger, sous la responsabilité du chargé de mission faune, le cahier des charges et de suivre la consultation pour la prestation en bio-statistique afin de proposer une méthode de suivi d'abondance standardisée - de constituer le groupe de travail regroupant les partenaires, l'ONCFS, des universitaires, le biostatisticien, etc.), d'initier les réflexions relatives à la mise en œuvre d'un faisceau d'indicateurs de changements écologiques (abondance et performance écologique), d'assister le biostatisticien et le chargé de mission faune dans l'organisation des groupes de travail - de préfigurer pour le compte du chargé de mission faune, l'organisation d'une conférence à destination du monde agricole, des gestionnaires d'espaces naturels protégés, des scientifiques, des élus locaux et des acteurs cynégétiques - d'appuyer le pôle communication dans la réalisation des outils de communication, de sensibilisation et de vulgarisation, en lien avec le chargé de mission faune. *Action 2 - Le programme de captures et de marquage :* Capture et marquage d'animaux sont aujourd'hui incontournables pour suivre des populations d'ongulés. Ces opérations permettent : - de mesurer les individus (indicateurs biométriques moyens) et de faire des

	prélèvements pour des analyses (coprologies, sérologies diverses, analyses génétiques, parasitologie externe, immunocompétence globale...) - d'identifier les animaux par un marquage visuel et/ou la pose d'un collier (VHF ou GPS suivant l'objectif). La collecte des données d'animaux marqués permet, en fonction du nombre d'animaux marqués et du nombre de données collectées d'avoir des informations sur l'utilisation de l'espace et en particulier les corridors de déplacement, la sélection du milieu, les taux de survie des animaux, les taux de reproduction des femelles. La présence d'animaux marqués permet en outre de mettre en place des suivis démographiques avec les méthodes de capture marquage recapture (CMR) qui sont des outils statistiques permettant d'évaluer les paramètres démographiques des populations animales. L'objectif du projet Alcotra LEMED-IBEX est de pouvoir marquer un minimum de 10 à 15 animaux par partenaire avec des colliers GPS dont la durée de vie devrait permettre d'obtenir des données de localisation sur toute la durée du programme. Au delà de ces animaux marqués, les autres animaux capturés ne pouvant bénéficier de colliers, feront l'objet de marquage auriculaire pour pouvoir participer à la mesure des autres paramètres sur les populations : survie, estimation des effectifs… Les captures permettent au passage de compléter les banques de sérologie et de gènes pour les autres aspects fondamentaux du projet. **Le (la) chargé(e) d'étude aura pour missions :** - de rédiger sous la responsabilité du chargé de mission faune, le cahier des charges et de suivre la consultation pour la mise en œuvre de la formation aux captures qui se déroulera sur le territoire du parc national de la Vanoise et d'organiser avec le chargé de mission faune cette formation. - de piloter pour le compte du chargé de mission faune, la rédaction d'un guide technique sur les méthodes de captures. Ce guide comportera également un volet sur l'amélioration des techniques de capture (efficacité, bien-être animal …) et concernera l'ensemble des partenaires, qu'ils soient experts, ou novices (mutualisation et efficacité). Pour cela, un groupe de travail sera constitué (pétitionnaires du programme, agents de terrain, vétérinaires, etc.) afin de : • réaliser une capitalisation de leurs expériences et réaliser une analyse critique des méthodes employées • compléter les informations par des évaluations physiologiques, visant plus particulièrement les indicateurs de stress et les mesures d'anoxie • mutualiser et d'évaluer des dispositions de capture apportant un progrès sur l'efficacité et le bien-être animal - de former les partenaires novices dans ce domaine - de gérer sous la responsabilité du chargé de mission faune, les consultations pour l'achat de matériel et de prestations vétérinaires.

COMPÉTENCES REQUISES SUR LE POSTE	
Savoirs (connaissances théoriques et pratiques)	- connaissances scientifiques générales en biologie, physiologie et écologie animale - connaissance des milieux aquatiques et de la ressource en eau - connaissance des acteurs et procédures relatives au domaine de l'eau - culture naturaliste sur un/plusieurs groupes taxonomiques de flore et de faune

Savoir-faire (technique et méthodologique)	- gestion et animation de projets, de réunions - méthodes et protocoles d'inventaires et de suivis de population - base du traitement et analyses des données (statistiques, analyses multivariées, etc)
Savoir-être (attitudes et comportement attendu)	- autonomie et initiative - rigueur scientifique et professionnelle - aptitude et goût pour le travail en équipe et en réseau - qualités relationnelles et d'écoute - qualités rédactionnelles - qualités pédagogiques - disponibilité (des déplacements dans les Alpes françaises et italiennes sont envisageables)

PROCÉDURE DE RECRUTEMENT	
Adresse d'envoi des candidatures	**Soit par voie postale à :** Madame la Directrice Parc national de la Vanoise 135, rue du Docteur Julliand 73000 CHAMBÉRY **Soit par voie électronique à :** secretariat@vanoise-parcnational.fr et copie jerome.cavailhes@vanoise-parcnational.fr
Composition du dossier de candidature	Le dossier de candidature comprenant : • un CV détaillé • une lettre de motivation, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés et devra préciser la date de disponibilité du candidat.
Délais - Calendrier	Les dossiers de candidature sont à transmettre **au plus tard le 10 janvier 2017.** Contact : 04 79 62 30 54 ou 04 79 62 89 60

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Mission Filières

Délégué(e) filières Viandes

N° appel à candidature : **170101**	Catégorie : **A**
Cotation parcours professionnel : /	Cotation part RIFSEEP : **Groupe 2** si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : **Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à leur orientation (plans stratégiques, dialogue interprofessionnel, organisation), à accompagner leurs projets économiques (mesures communautaires et nationales, investissements d'avenir, mesures de crise conjoncturelle,..). L'orientation, la concertation et le suivi des filières sont principalement assurés par la mission filières, rattachée à la direction générale de l'établissement. Elle est composée de cadres expérimentés, les délégués filières. En relation avec les représentants de l'Etat, les professionnels et en particulier les présidents des conseils spécialisés et des comités, ils sont en charge de l'orientation et de l'organisation des travaux des conseils et comités relevant de leur filière et, plus généralement, de s'assurer de la bonne articulation entre les actions de l'établissement et les problématiques des filières.
Objectifs du poste	Participer à la mise en œuvre des missions de l'établissement dans les secteurs des viandes bovine, ovine, porcine, équine, avicoles ainsi que des œufs et ovoproduits et du foie gras, en assurant la coordination constante entre les professionnels, les représentants de l'État et les différentes composantes de l'établissement. Assurer pour l'établissement une expertise technico-économique des filières viandes.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Organiser et piloter les conseils spécialisés et les comités, participer à leur animation. - Assurer l'organisation et le pilotage des groupes de travail liés à des dispositifs pérennes (OCM, expérimentation, études…), à des situations de crises conjoncturelles ou à de nouvelles problématiques. - Participer à l'élaboration et au suivi des plans stratégiques et des plans d'action des filières, assurer un suivi des marchés en lien avec les services dédiés de l'établissement, suivre l'évolution des secteurs concernés (réglementation, questions sanitaires…), participer aux travaux prospectifs sur ces filières, ainsi qu'à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des dispositifs de soutien (nationaux ou communautaires) et d'études. - Participer à la programmation et aux arbitrages budgétaires, suivre la mise en œuvre des dispositifs concernant les filières. - Représenter FranceAgriMer aux réunions organisées par le ministère avec les filières notamment pour la gestion des crises - Représenter FranceAgriMer aux réunions et commissions organisées par les interprofessions des différentes filières, aux assemblées générales, congrès et manifestations professionnelles en relation avec ces filières. - Participer à la communication et à l'information des filières (transmission d'informations pour la mise à jour site internet, notes d'information, interventions presse…).

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Les différents services de FranceAgriMer, au siège et dans les services territoriaux.
Les responsables des organisations professionnelles concernées par le poste.
Les services des Ministères (MAAF, MEEM, MINEFI…), centraux et déconcentrés.
Les collectivités territoriales.
Réunions extérieures fréquentes et déplacements en région et à l'étranger à prévoir.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir faire / Maîtriser</td></tr>
<tr><td>- Bonne connaissance de l'action publique en matière agricole et agro-alimentaire
- Connaissances scientifique, technique, agro-nomique, économique dans les secteurs concernés
- Anglais technique souhaité</td><td>- Dynamisme
- Capacités de synthèse et d'organisation
- Autonomie et initiative
- Sens de l'écoute et de la concertation
- Aisance dans la communication orale et écrite</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Jacques ANDRIEU, Chef de la Mission Filières Tél : 01.73.30.20.96
jacques.andrieu@franceagrimer.fr

Dany GAIGNIOT, Chef de l'unité Développement des RH Tél : 01.73.30.34.01
mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Date limite de dépôt de candidature : 04 Février 2017